

**ARRETÉ PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Société SAVOIE PAN
Commune de TOURNON**

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2002 autorisant la société SAVOIE PAN à exploiter un site dont l'activité est le broyage de bois et de déchets de bois, sur la zone industrielle de Frontenex, commune de TOURNON, notamment son article 1-2 et son annexe 1 ;

VU le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter référencé EL7P2/14/138 déposé en février 2017 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 24 novembre 2017, faisant suite à une visite d'inspection du 20 novembre 2017 motivée par un incendie ayant eu lieu le 19 novembre 2017, transmis à l'exploitant par courrier du 28 novembre 2017 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 20 novembre 2017 il a été constaté que :

- le volume de déchets de bois A et B présent sur le site dépasse le volume prévu par l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2002 et précisé dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter de février 2017 ;
- la hauteur des stockages dépasse la hauteur maximale de 6 m prévue dans l'étude de dangers jointe au dossier de demande de modifications des conditions d'exploiter de février 2017 ;
- l'espacement des tas les uns par rapport aux autres est inférieur à la valeur de 10 m spécifiée dans l'étude de dangers jointe au dossier de demande des modifications d'exploiter de février 2017,

CONSIDERANT que le non-respect du volume maximal et des conditions de stockage de déchets de bois est susceptible d'augmenter les risques et les conséquences d'un incendie ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société SAVOIE PAN, représentée par son président, monsieur Marco AVARO, et dont le siège social est établi zone industrielle de Frontenex, sur la commune de Tournon, et qui exploite à la même adresse une activité de broyage de bois et de déchets de bois, est mise en demeure de :

- diminuer le volume des déchets de bois entreposés sur le site de manière à respecter le volume total autorisé de 8000 m3, sous un délai de trois mois,
- respecter la hauteur des stockages limitée à 6 m et l'espacement de 10 m des tas les uns par rapport aux autres, sous un délai d'un mois.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant le respect des dispositions précitées.

En particulier, concernant le 1^{er} point, l'exploitant transmet un état des différents stocks dans un délai d'une semaine, puis chaque mois.

Article 2

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé, la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

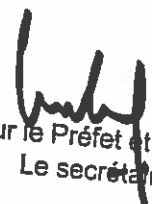
Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Tournon.

Chambéry, le **26 DEC. 2017**

Le préfet


Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER